L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 19 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 8 MAI.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* consacre son article aux opinions du juge Chase qui, avec Sumner, est aujourd'hui ostracisé par son parti. Notre confrère rappelle que Chase, ancien démocrate de l'école de Jefferson, voulait combattre l'esclavage au moyen de la doctrine la plus extrême de la souveraineté des Etats. Il a foulé aux pieds ses principes quand il a accepté une place dans le cabinet de Lincoln et a approuvé la guerre faite au Sud. Devenu président de la Cour Suprême il a vu la politique agressive du gouvernement fédéral se continuer par les lois révolutionnaires de reconstruction. Effrayé des conséquences auxquelles la politique de guerre entraînait le pays, il voulu réagir et lutter. Mais le Congrès a trouqué la juridiction de la Cour et a ajouté deux nouveaux juges qui sont venus faire prédominer l'esprit de parti dans ses décisions. Chase, effrayé pour l'avenir de son pays, a vu sa santé minée par le chagrin et les inquiétudes. Sumner s'est coupé la gorge, Seward a fait le tour du monde pour fuir ses pensées, Horace Greeley est mort fou, et Chase et Sumner restent accablés et sont des partias du parti qu'ils ont contribué à faire arriver au pouvoir!

Le *Times* répond au *Picayune* au sujet de l'émission par le conseil de ville de certificats 7-30; il assure que le conseil est obligé de recourir à cette mesure pou révéter des procès.

Ce journal constate l'agitation causée en ville par les nouvelles de St-Martinville et s'exprime ainsi :

En fait, la soi-disant brigade métropolitaine présente tous les caractères d'une armée permanente d'Etat inconstitutionnellement imposée à la ville pour ses buts et ses rations, et bien loin qu'il y ait lieu de s'étonner qu'elle ait trouvé de la résistance à St-Martinville, il y a lieu d'être surpris qu'on ne lui ait pas résisté dans ses précédentes excursions.

Le *Times* juge qu'il est inutile d'envoyer des renforts à St-Martinville. "Si nos jeunes gens veulent combattre, dit-il, ils ont bien de quoi ici."

Ce journal signale la réunion de gouverneurs qui doit avoir lieu à Atlanta, ce mois-ci dans le but de s'occuper d'un projet de canal reliant la rivière Tennessee à l'Océan. Notre confrère, dit ironiquement: "Supposons la chose faite et considérons le Mississipi depuis Cairo et le golfe du Mexique comme à sec!"

Le *Republican* prêche, d'une façon un peu couverte et indirecte, l'application d'une politique de rigueur à ceux qui osent résister aux gouvernements issus de la reconstruction. Il oublie que Mc Enery a été élu gouverneur, en vertu de ces lois de reconstruction, et que Kellogg et ses complices sont des rebelles et des insurgés à l'égard du gouvernement légal de la Louisiane.

L'organe radical publie sa petite théorie sur ce qu'il faut entendre par le Nord et le Sud ; inutile de la réfutor.

LA GUERRE DE 1870-1871.

M. le général Ambert vient de mettre la dernière main à une *Histoire de la guerre de 1870-1871*, distribuée à paraître dans quelques jours chez Plon. Il a dû prendre une place à part au milieu des nombreuses publications que nous avons déjà sur cette triste période de l'histoire contemporaine. Le volume, dans lequel l'auteur passe en revue l'ensemble des événements de l'année terrible, se termine par un chapitre dont nous devons à l'obligeance de M. Plon de pouvoir offrir la primeur à nos lecteurs.

LE REMÈDE AU MAL.

Tout gouvernement qui croirait qu'il n'y a plus de religion dans le cœur des peuples, parce qu'il n'y en verrait point le goût et les pratiques, et qu'on y remarquerait au contraire de grands désordres, ressemblerait tout à fait à un propriétaire qui abandonnerait comme stérile une terre qui serait couverte de ronces et d'épines qu'il n'aurait pas arrachées, et où il chercherait du blé qu'il n'aurait pas semé. Le mauvais est inné, le bon est acquis.

DE BONALD.

I.

La guerre de 1870-1871 est l'invasion d'une race. La France a reçu de l'Allemagne un formidable choc et en a été renversée. Dans l'état de civilisation de l'Europe, les guerres modernes se compesent d'opérations militaires qui sont suivies de victoires ou de défaites. La nation qui a subi les plus grandes pertes se soumet à une paix plus ou moins onéreuse, mais cette nation n'éprouve pas une ruine complète, ses provinces ne sont pas dévastées, ses villes livrées aux flammes, ses citoyens déportés ou mis à mort. Il est vrai que cette nation vaincue sur le champ de bataille, et n'ayant plus d'armées, juge dans sa sagesse quelle est l'heure fatale où la résistance devient inutile ; il est vrai encore que l'adversaire victorieux reste fidèle aux droits des nations et ne favorise pas la chute du gouvernement qui a précédé à la déclaration de guerre, afin de se ménager des avantages lorsque la paix sera conclue. Quoi qu'il en soit, la France a succombé. La chute a été prompte et terrible. Cependant la France apparaissait aux yeux du monde comme une nation riche, redoutable, bien gouvernée et bien administrée. L'édifice de sa puissance semblait défier les coups du sort. Serait-ce que cet édifice n'avait que l'apparence de la solidité ? Serait-ce que les pierres n'étaient que superposées les unes sur les autres et non cimentées ? Serait-ce qu'il y avait des règlements, et non des institutions ?

Toujours est-il que nos armées n'ont pas seules succombé, mais que la nation française a été vaincue. Si l'armée seule avait éprouvé ces désastres, il en faudrait chercher les causes dans sa constitution, dans son armement, dans son administration, enfin dans le commandement. Mais lorsque la nation elle-même est tombée, les causes de l'effondrement doivent se trouver dans des sphères plus vastes encore que la sphère militaire.

La révolution du 4 septembre n'est pas une cause, mais un effet. Cette révolution n'aurait pu s'accomplir dans une société forte, éclairée, morale et patriotique. Pour qu'une révolution faite par une minorité et dans de telles conditions réussisse, il faut qu'un mal profond ait atteint les sources de la vie. Pour qu'une nation assiste en quelques mois à la destruction de ses armées et à la destruction de son gouvernement, il faut que cette nation soit déjà bien malade. On rencontre chaque jour des hommes au regard fier, à la démarche mesurée, dont les mouvements et les paroles indiquent le tact, et qui sont mis à terre par le premier accident. Ces hommes, inquiets avec raison, cherchent et découvrent que sous l'apparence de la santé ils portaient en eux des germes de mort. La France est semblable à ces hommes : elle, elle doit s'interroger. L'heure est propice, lorsque le sol résonne sous les pas du conquérant, lorsque nos économies vont grossir les milliards du vainqueur, lorsque les monuments de notre capitale sont à terre, comme les ruines de l'antique Egypte. Notre pauvre France est là, couchée sur son lit de douleurs, sanglante, le regard fixe, un tronçon d'épée d'une main, et près d'elle les balances de la justice souillées et brisées. Elle nous demande à nous, ses enfants, la cause d'aussi grands malheurs. Parmi ses enfants, les plus obscurs peuvent répondre, et les coupables ont souffert comme les illustres. Les exemples et les superbes ont saisi leur sang, et, nous le répétons, le moment est propice pour que les amples disent la vérité aux superbes.

II

Vous avez osé prononcer un jour cette parole : *Le roi est athée*. Vous ne saviez pas, pauvres esprits, que vous prononciez l'arrêt de mort de la France.

Le roi est athée ! Arrêtez-vous un instant sur cette pensée, détournez vos yeux de cette page, et cherchez à comprendre. *Le roi est athée*, c'est-à-dire que au-dessus du juge le criminel ne voit pas l'image de Dieu. C'est un homme qui le frappe parce qu'il a mis aux autres hommes. Lorsque le geôlier aura refermé sur lui la porte de la prison, le condamné ne trouvera jamais sur la paille de sa couche ces choses divines et le pardon. La loi, cette chose qui domine la société, pénètre partout, aux villes, aux champs, au foyer domestique, cette chose qui est respectable entre toutes, ah bien, elle est athée !

Partout de haut en bas, ce blasphème devait retentir. L'impiété dans toutes les sphères sociales. A son tour, l'impiété détruisait tous les respects et toutes les croyances.

Dès que la loi n'était que le triomphe de la force, dès que l'idée de justice ne reconnaît pas à Dieu, tout devenait humain, c'est-à-dire soumis aux volontés et aux caprices de quelques-uns lorsque ces quelques-uns savaient pour eux la force. Après avoir séparé la loi de la religion, on en est venu à séparer l'instruction de la religion. La logique conduisait fatalement à cet abîme. Peu à peu, égarés par l'ignorance des philosophes, abandonnés à eux mêmes, sans guide et sans frein, la France a perdu sa foi.

Un penseur avait dit : "Il faut considérer la religion en homme d'Etat, et la politique en homme religieux. Sagez Xiphilin, Richelieu ne les ont jamais séparées."

Une société ne peut exister sans morale ; il n'y a pas de bonne morale sans religion. Il n'y a donc que la religion qui donne à l'Etat un appui ferme et durable. Une société sans religion est comme un vaisseau sans boussole : un vaisseau destiné soit tôt ou tard à sombrer de son propre poids, et auquel d'entrer au port ; une société sans religion, toujours agitée, perpétuellement ébranlée par le choc des passions les plus violentes, épreuve en elle-même toutes les fureurs d'une guerre intestine qui la précipite dans un abîme de maux, et qui tôt ou tard entraîne infailliblement sa ruine."

Telle est l'histoire moderne de la France.

Nous avons oublié ces hommes d'Etat, ces profonds politiques qui se nommaient Suger, Ximenès, Richelieu. Nous avons été comme le vaisseau sans boussole. Nos lois et notre administration ont été fondées dans l'intérêt des familles, et le législateur n'a pas compris que la religion est l'intérêt de la famille. La religion est un lien invisible qui, depuis le berceau jusqu'à la mort, unit la famille. Lorsque pour la première fois l'enfant sort de la maison, on le porte à l'église, où la prière descend sur son jeune front ; la dernière fois que l'homme sort de la maison, on le porte encore à l'église, qui est le sceau de l'éternité. Entre ces deux prières, la famille en a d'autres qui sanctifient sa vie, soutiennent les courages abattus, consolent des misères, et jettent des reflets lumineux sur les existences les plus douloureuses.

Séparer ces deux choses, la famille et la religion, serait impossible, même au législateur, car s'il a prise sur notre vie terrestre, deux choses lui échapperont toujours, l'heure de la naissance et l'heure de la mort, la première et la dernière prière, l'élévation de l'âme vers Dieu, lorsqu'on vient à lui et lorsqu'on retourne à lui.

Mais si les libres penseurs, derrière lesquels manœuvrent les révolutionnaires, n'ont pu détruire complétement la religion dans la famille par les attaques les plus violentes, ils l'ont affaiblie dans l'*Etat* et fait le gouvernement irréligieux. C'est là qu'il faut chercher la grande cause de nos désastres. Ces désastres ont été amenés par l'indiscipline et par la faiblesse des caractères. Or, l'indiscipline sociale avait engendré l'indiscipline militaire, et les caractères avaient perdu de leur trempe par le doute et l'anéantissement des croyances viriles.

Nous ne considérons pas ici la religion au point de vue de la pratique, mais au point de vue de la pensée. Nous ne sommes pas le prêtre prêchant une doctrine, mais un citoyen, un soldat qui, après avoir observé ce qui se passait autour de lui, a constaté la puissance de l'idée religieuse sur le moral de l'homme en général. L'irréligion produit à la longue une sorte d'égarement dans l'esprit, de trouble dans la conscience. Celui qui a reçu l'instruction supérieure ou moyenne et qui est sans croyances religieuses, cherche vainement à se créer quelques règles de conduite vagues, indéterminées, et que dominent les événements. Mais le moindre souffle politique le fait varier, le plus mince intérêt le pousse tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Il est le valseur sans boussole dont parlait Napoléon Ier. Quant à l'homme complétement ignorant et qui est privé de religion, il descend de la dignité humaine aux instincts de la brute. Dans ces dernières années, nous avons trouvé un bien sombre pontificat, qui portaient en eux l'étincelle religieuse, et montrer les plus braves de l'armée, les mieux disciplinés et les plus redoutés de l'ennemi. Nous avons vu, pen de temps après, les hommes de la Commune, tous irréligieux, commettre ces crimes sans nom auxquels les guerres civiles entourées de circonstances où la lâcheté le disputait à la cruauté. L'un des officiers allemands qui a écrit sur la guerre de 1870-1871, déclare que l'ennemi a trouvé plus de patriotisme dans le clergé que partout ailleurs. Cette observation nous a frappé, et nous possédé d'une manière sur Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans.

C'est que l'esprit chevaleresque s'est perdu partout en France, excepté dans les deux corps qui n'ont pas complétement oublié la discipline : le clergé et l'armée. Ceux-ci ont hérité de ces grandes pensées qui enfantent par le christianisme : Aller au courage sa férocité, et le diriger non vers l'oppression du fort, mais vers le soutien du faible. En grandissant l'homme à ses propres yeux, la religion lui impose une sorte de respect pour sa personne. Son cœur devient plus fier. Son âme s'élance dans la région supérieures, son intelligence se spiritualise, et tout en lui se transforme. Il considère alors les choses humaines à un point de vue plus élevé, il comprend l'autorité et s'y soumet la tête haute. "Le christianisme a perfectionné ce qu'il y a eu de plus parfait chez les trois peuples les plus célèbres de l'antiquité : les arts des Grecs, les mœurs des Romains, et les lois des Juifs." Ainsi parla un écrivain. Il aurait pu ajonter que le christianisme a éclairé la vie intime de l'homme en plaçant le devoir dans la conscience.

La masse du peuple n'est pas une réunion d'écoliers dans une classe de philosophie. Le peuple ne se paye pas de mots sonores, d'idées abstraites ou d'hypothèses. Il est positif, il lui faut un point d'appui certain ; les bornes de son horizon doivent être surmontées par les pas qui lui font d'éclairer ses pas. La religion est d'une simplicité divine. Elle s'enseigne à l'enfance. Toute autre philosophie n'est pas à la portée du grand nombre. Le peuple y est corrompu par la flatterie, on fait appel à ses mauvaises passions, on le caresse, on ses vices, on lui fait voir des raisons les plus mauvaises. On lui parle de son droit, jamais de ses devoirs ; on fait briller à ses yeux les mots de jouissances et de richesses, et l'on efface de son cœur les magnifiques expressions de sacrifice et de charité, de résignation et de dévouement. Ce ne sont pas des maximes philosophiques qui ramèneront ce bon et vaillant peuple de France dans la voie patriotique.

Notre frontière morale, notre frontière intellectuelle se sont resserrées encore plus que nos frontières territoriales. L'influence de l'esprit français sur le monde a diminué, parce que nous vivons en état de révolution. Cet état révolutionnaire vient uniquement de la perte de nos croyances, qui toutes, toutes sans exception, prenaient leur source dans la croyance religieuses.

III

Comment s'est perdue la croyance religieuse ? Elle s'est affaiblie en France lorsque l'éducation a été absorbée par l'instruction. L'instruction donne à l'esprit un champ vaste et fertile. Mais si l'esprit s'étend par l'instruction, il ne s'élève pas. L'éducation seule a le pouvoir d'agrandir les âmes, de les cultiver, de les fortifier, de les développer, de les polir. L'éducation forme l'homme, et crée le caractère de son caractère. L'Université distribue largement l'instruction, mais qui donc est chargé de donner à la jeunesse l'éducation qu'il lui manque ? Quels sont les professeurs qui enseignent au jeune homme ces vérités sur lesquelles doivent s'élever sa patrie ? Nous avons des cours publics de philosophie, d'histoire, de littérature, de droit et de médecine. Toutes les sciences sont à notre portée, distribuées à pleines mains par des hommes doctes et laborieux. Mais il ne trouvait un père de famille qui voulût donner à ses enfants des sentiments patriotiques de du Guesclin et de Bayard, l'indépendances d'esprit de Vauban, la bravoure chrétienne de Drouot, la vertu de Vauvenargues, si ce père de famille voulait enfin que son fils eût un grand et noble caractère, une foi éclairée, un courage indomptable, une fidélité à toute épreuve, à quelle porte ce père devrait-il frapper pour demander des maîtres ?

Il existait autrefois des maisons religieuses où se formaient par l'éducation de braves et savants officiers, d'intrépides marins, des magistrats intègres et courageux. Ces religieux ne connaissaient ni la guerre, ni la navigation, ni même le code des lois. Mais ils savaient la puissance de l'éducation. Ces *Pères élevaient* la jeunesse. Tel était le terme consacré, on était *élevé* par tel ou tel ; on est *instruit*. L'enfant qui sortait de la maison paternelle emportait avec lui les mâles vertus de ses maîtres. Il nommait le premier *mon père*, et le second *mon colonel*. Tous deux *l'élevaient*, en lui imprimant la discipline. Tout cela est oublié. Quelques-uns reçoivent cette éducation dans la maison paternelle, où elle se transmet comme un héritage. Ces maisons sont rares. Presque toujours le jeune homme entre dans la vie publique sans principes arrêtés. On a mis sous ses yeux l'histoire des Grecs et des Romains, et il ignore l'histoire de son pays et de son temps. Ainsi les caractères ont disparu et les devoirs les plus sacrés sont ignorés.

Napoléon Ier disait : "Il n'y aura jamais d'état politique fixe, s'il n'y a pas un corps enseignant avec des principes définis." L'Etat ne formera point une nation ; il repoussera sur des bases incertaines et vagues, il sera constamment exposé aux désordres et aux changements." Il disait encore : "Je sens que les Jésuites ont laissé sous le rapport de l'enseignement un très grand vide : je ne veux pas les rétablir, ni aucune autre corporation qui soit soumise à une domination étrangère ; mais je me crois obligé d'organiser l'*éducation* de la génération nouvelle de manière à pouvoir surveiller ses opinions politiques et morales." Et ailleurs, l'empereur ajoutait : "C'est la partie morale qu'il faut surtout instituer.... Voyez comme les corporations conservatrices avaient organisé cette partie : elles en avaient trouvé le véritable secret. Si elles n'obtenaient pas à un chef étranger, on ne pourrait rien faire de mieux que de leur rendre l'instruction publique."

IV

On a décrété le service militaire personnel et obligatoire. Un grand nombre d'hommes armés seront donc réunis, apportant dans les casernes et les camps l'esprit de la cité.

Sait-on avant d'appeler tous ces hommes au service de leur pays, leur enseignera-t-on quel est leur devoir envers la patrie ? Dira-t-on à la société française que le service militaire est non-seulement personnel et obligatoire, mais qu'il est le plus honorable des services et que nul ne pourra mieux une carrière publique s'il n'a servi son pays comme soldat ? Fera-t-on que tout homme qui, par un moyen quelconque, cherchera à se soustraire au service militaire, soit l'objet du mépris de ses concitoyens ?

Si ces choses ne sont pas, c'est-à-dire si l'éducation publique ne grave pas dans le cœur de tous les Français que le devoir militaire est sacré, le service ne sera jamais personnel. Sans une éducation préparatoire, ce service militaire ne sera pas égal pour tous, riches ou pauvres, savants ou ignorants, grands ou petits. C'est donc l'éducation du pays qu'il faut refaire. Que les professeurs de l'Université donnent l'exemple aux maîtres d'études, qu'ils prennent hautement que les destinées des grands mots de notre langage sont : Dieu et Patrie. Que les élèves apprennent par toutes les lumières que la destinée de la patrie, sa position territoriale et par la position sociale, ils doivent envoyer leurs fils pour tous, en temps de paix comme en temps de guerre, que l'Etat comprenne enfin que toutes les carrières, toutes, excepté la carrière ecclésiastique, doivent être sacrifiées à la carrière des armes, et que plus un jeune homme aura pu faire d'études acquis une haute valeur personnelle, plus il sera utile à la défense de la patrie. Les temps sont venus où les intérêts individuels, quelque respectables qu'ils soient, doivent s'immoler à l'intérêt de la France. C'est là l'esprit qui doit animer notre pays, s'il ne veut pas disparaître de la carte de l'Europe.

Avant même le moyen âge, notre histoire de France se nommait les *Gestes de Dieu par les Francs*.

Revenons donc à Dieu, si nous voulons que sa main nous dirige et nous soutienne. Faisons sur nous-mêmes un retour énergique, et brisons pour toujours avec ce passé révolutionnaire qui détruit notre territoire moral. Depuis quatre-vingts ans, nous vivons au jour le jour, sans principes et sans institutions. L'ignorance dans les plus épaisse est exploitée par l'intrigue et les ambitieux. Rien n'est stable. Les constitutions succèdent aux constitutions ; les lois qui en sont les conséquences varient tous les dix ans, et l'esprit public, ballotté tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, se laisse aller aux courants les plus contraires. Le mal est profond, car la partie saine de la société obéit, sans mot dire, à la Révolution, qui la ruine et la déshonore.

Nous avons dit que la Révolution du 4 septembre n'était pas une cause, mais un effet. Elle n'est produite si facilement, elle ne se fût si faible, les hommes qui dirigeaient le mouvement insurrectionnel jouissaient de si peu de considération, la résistance s'est montrée tellement puissantes, qu'il faut bien admettre que l'édifice n'était pas solide. Depuis longtemps la Révolution le minait sourdement. Une véritable désorganisation sociale se produisait depuis sous le regard de l'autorité.

La cause de cette longue Révolution, dont les crises de 1830, de 1848 et de 1870 ne sont que des actes, se trouvent dans l'affaiblissement des idées religieuses et dans le manque d'éducation, enfin dans l'abandon de l'esprit militaire. Sans idées religieuses, sans éducation, sans esprit militaire, une nation oublie toute discipline. Le remède au mal est donc de revenir à la religion, à l'éducation, aux pensées austères de la discipline. Voilà pour l'ordre moral.

Quant à l'ordre matériel, il ne saurait être que dans l'armée, dernier appui de la société française, ressource suprême des *gens de bien*. Rappelons ce qu'a dit à ce sujet Napoléon Ier :

"Le levier de puissance le plus sûr est une force militaire que la loi donne et dont le génie dispose. Il suffit de l'alimenter cette force, les contradictions s'effacent, le pouvoir s'affermit. Qu'importent au fond toutes les raisons des sophistes quand le commandement est dans sa vigueur ? On contraint ceux qui obéissent à ne pas franchir la ligne de l'ordre quion leur trace. A la longue, ils s'y habituent. On tire l'épée, et les factieux rentrent dans la poussière."

Nous avons cherché à indiquer le *remède au mal* et non les *remèdes au mal*. En effet, le réveil du sentiment religieux, s'il n'était uni à l'éducation et à l'esprit militaire, aurait le danger d'entraîner peut-être la société vers la théocratie. L'esprit militaire seul, tel qu'il est faussement compris, amènerait le règne de la force matérielle, tandis que l'éducation qui n'aurait pas pour bases les idées que l'on est convenu de nommer idées modernes, serait un recul vers le passé. Il n'y a donc pas trois remèdes, mais un seul. Les idées religieuses sont celles de Bossuet, l'esprit militaire est celui de Turenne et de Vauban, l'éducation celle de ces anciens collèges qui élevaient des Malesherbes. Ces trois choses unies font le remède.

M. Thiers a écrit dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire* : "Il y a toujours dans les maux publics un mal réel et un mal d'imagination, l'un contribuant à rendre l'autre insupportable. C'est beaucoup de faire cesser le mal d'imagination, car peu à peu l'autre le sentiment du mal réel, et on inspire à celui qui souffre la patience d'attendre la guérison, et surtout la disposition à s'y prêter."

Sans doute le mal réel est grand aux jours où nous vivons, mais le mal d'imagination est plus grand encore. On ne raconte que désespoirs. Les démissionnaires frappent sans cesse nos oreilles, et les prédictions les plus sinistres troublent les esprits.

Commençons par guérir le mal d'imagination. Que les hommes énergiques et éclairés emploient tous leurs efforts à inspirer confiance aux timides et à ceux dont la vue est bornée.

Ayons courage, faisons face au péril, considérons-le froidement, et nous resterons convaincus que le mal d'imagination l'emporte de beaucoup sur le mal réel.

Quant à celui-ci, nous le guérirons dès que nous le voudrons énergiquement.

Général AMBERT.

—La police belge s'occupe activement d'une affaire dite *d'association internationale de malfaiteurs*, qui prend de jour en jour des proportions plus importantes. Il s'agit d'un ayathème de voie très faibles et très variés qui se commettaient de puis longtemps déjà sans qu'on pût réussir à mettre la main sur les coupables.

Jusqu'ici quinze individus, plus ou moins tarés ou mal famés, ont été maintenus au arrestation. Parmi eux, trois ont été arrêtés à l'étranger par les soins de la division de police judiciaire de Bruxelles ; deux s'étaient associés pour commettre des vols d'église à leur propre compte, faisant, comme on dit, *bande à part*.

Un des prisonniers était déjà sous le coup d'une accusation de banqueroute frauduleuse, et l'instruction de son affaire a fait découvrir une espèce de *bande noire commerciale*, qui travaillait sur une assez vaste échelle, pour tromper les négociants.

La quantité d'objets de tout genre saisis par la justice est considérable. Il y a, entre autres choses, des morceaux de poix durcie ayant servi à prendre les empreintes des serrures.

On jugera du bilan judiciaire de certains des prévenus, lorsqu'on saura que l'un d'eux a encourru douze condamnations pour vols qualifiés et simples, donnant pour le tout un total de 41 ans 3 mois de prison, parmi lesquels 15 années de travaux forcés et 25 années de réclusion, en outre 22 années de surveillance spéciale de la police. Encore n'était-ce pas le chef de l'association principale.

—On lit dans le *Journal de Rome*, du 15 :

L'état de santé pure n'est pas sensiblement modifié. Il est positif que le Saint-Père tient garde le lit ; d'abord il avait résisté à l'injonction des médecins, qui lui prescrivaient de ne pas se lever. Maintenant il est décidé à s'y soumettre.

Les nouvelles que des dispositions sont prises, en vue de occuper, par le cardinal De Angelis, camerlingue de la sainte Eglise romaine, et par le cardinal Antonelli, secrétaire d'Etat.

Dans les cercles des prélats, on met en avant trois noms de candidats à la tiare. Nous les citerons, parce que ces noms sont sur toutes les lèvres ; il s'agit, bien entendu, de chances, des cardinaux Riario Sforza, archevêque de Naples, et Giacchino Pecci, archevêque de Perugia, nés tous deux en 1810, et enfin du cardinal Monaco La Valetta, né en 1827, qui jouit de la faveur spéciale du pontife et qui aurait été recommandé aux préférences du Sacré Collége.

—M. Louis Veuillot joue un tour malicieux et de bien bonne guerre à son vieil ennemi le *Siècle*. La feuille de la rue Chanchat continue à donner en primeur à ses lecteurs, *les Papiers secrets de l'Empire*. Les marchands de vin qui feuilletaient ce recueil ont des chances d'y rencontrer certains billets fort gracieux écrits par M. Léonor Havin, ex-directeur politique du *Siècle*, au gouvernement du 2 décembre. C'est pourquoi M. Veuillot veut bien nous communiquer quelques-uns de ces aimables billets, rédigés par M. Havin (Léonor) à l'adresse des ministres et hauts employés de Napoléon III.

Voici ce que dit M. Veuillot :

On nous communique trois billets adressés à l'Empire par M. Havin. Ils ne lui font pas, non plus qu'à son *Siècle*, une figure de républicain absolument austère et intratitable. Havin, Léonor Havin, plaidant devant le tyran et faisait plier le *Siècle* ! Il était commode au tyran, cédait aux désirs du tyran et lui procurait des sous préfets.

Ne pouvant tout citer, nous reproduisons le troisième billet de M. Havin, adressé au directeur-général du ministère :

Paris, le 23 mai 1856.

Cher directeur-général,

Vous n'avez pu douter que je ne prêtasse mon faible appui au pays, à l'intérêt public et *au gouvernement* dans une affaire qui intéresse les capitaux français. Le fait de *mettre* m'occuper de cette affaire, et vous verrez demain matin, dans le *Siècle*, le cas que je fais de votre recommandation.

Recevez, monsieur le directeur-général, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

L. HAVIN.

Ce ne fut point, d'ailleurs, un méchant homme que M. Havin en son temps. Il est mort d'une manière presque édifiante et dans le giron de l'Eglise, qu'il combattait pour les besoins de la boutique, le fin et madré compère normand qu'il était !

— Verdi, avant de partir pour Busseto, vient d'adresser la lettre suivante au syndic de la ville de Naples :

Naples, 9 avril 1873.

Monsieur le syndic,

Je regrette de n'avoir pu serrer la main aujourd'hui, et dire *adieu*, avant de partir, à vous particulièrement, monsieur le syndic, qui avez prêté tant d'intérêt pour *Aida*. Jamais de ma vie je ne vous dire combien je suis content du succès, et de toutes les manifestations par lesquelles le public a voulu m'honorer.... et j'en suis content surtout pour l'art. Je suis également très heureux de ce que l'exécution et la mise en scène aient produit quelque impression. Ne parlons pas de la musique ; d'autres peuvent faire bien mieux ; mais ce qu'il importe aujourd'hui, c'est de relever le théâtre *ceci à torto abbandonato* par des spectacles dignes et complets.

Ma plus grande satisfaction serait d'apprendre que cette exécution soignée a laissé quelque trace. Tel a été mon but quand je suis allé deux fois à Milan, ensuite à Parme et maintenant à Naples.

Je crois, monsieur le syndic, que vous devez le plus grand bien à San Carlo en donnant à exécution les réformes demandées par Pare nouveau, parce que l'incurie persistant hautement que les derniers temps de mode de notre théâtre lyrique : Dieu et Patrie. Que les élèves apprennent par toutes les lumières que la destinée de la patrie, sa position territoriale et par la position sociale, ils doivent envoyer leurs fils pour tous, en temps de paix comme en temps de guerre, que l'Etat comprenne enfin que toutes les carrières, toutes, excepté la carrière ecclésiastique, doivent être sacrifiées à la carrière des armes, et que plus un jeune homme aura pu faire d'études acquis une haute valeur personnelle, plus il sera utile à la défense de la patrie. Les temps sont venus où les intérêts individuels, quelque respectables qu'ils soient, doivent s'immoler à l'intérêt de la France. C'est là l'esprit qui doit animer notre pays, s'il ne veut pas disparaître de la carte de l'Europe.

Avant même le moyen âge, notre histoire de France se nommait les *Gestes de Dieu par les Francs*.

Revenons donc à Dieu, si nous voulons que sa main nous dirige et nous soutienne. Faisons sur nous-mêmes un retour énergique, et brisons pour toujours avec ce passé révolutionnaire qui détruit notre territoire moral. Depuis quatre-vingts ans, nous vivons au jour le jour, sans principes et sans institutions. L'ignorance dans la plus épaisse est exploitée par l'intrigue et les ambitieux. Rien n'est stable. Les constitutions succèdent aux constitutions ; les lois qui en sont les conséquences varient tous les dix ans, et l'esprit public, ballotté tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, se laisse aller aux courants les plus contraires. Le mal est profond, car la partie saine de la société obéit, sans mot dire, à la Révolution, qui la ruine et la déshonore.

Nous avons dit que la Révolution du 4 septembre n'était pas une cause, mais un effet. Elle n'est produite si facilement, elle ne se fût si faible, les hommes qui dirigeaient le mouvement insurrectionnel jouissaient de si peu de considération, la résistance s'est montrée tellement puissantes, qu'il faut bien admettre que l'édifice n'était pas solide. Depuis longtemps la Révolution le minait sourdement. Une véritable désorganisation sociale se produisait depuis sous le regard de l'autorité.

La cause de cette longue Révolution, dont les crises de 1830, de 1848 et de 1870 ne sont que des actes, se trouvent dans l'affaiblissement des idées religieuses et dans le manque d'éducation, enfin dans l'abandon de l'esprit militaire. Sans idées religieuses, sans éducation, sans esprit militaire, une nation oublie toute discipline. Le remède au mal est donc de revenir à la religion, à l'éducation, aux pensées austères de la discipline. Voilà pour l'ordre moral.

Quant à l'ordre matériel, il ne saurait être que dans l'armée, dernier appui de la société française, ressource suprême des *gens de bien*. Rappelons ce qu'a dit à ce sujet Napoléon Ier :

"Le levier de puissance le plus sûr est une force militaire que la loi donne et dont le génie dispose. Il suffit de l'alimenter cette force, les contradictions s'effacent, le pouvoir s'affermit. Qu'importent au fond toutes les raisons des sophistes quand le commandement est dans sa vigueur ? On contraint ceux qui obéissent à ne pas franchir la ligne de l'ordre quion leur trace. A la longue, ils s'y habituent. On tire l'épée, et les factieux rentrent dans la poussière."

Nous avons cherché à indiquer le *remède au mal* et non les *remèdes au mal*. En effet, le réveil du sentiment religieux, s'il n'était uni à l'éducation et à l'esprit militaire, aurait le danger d'entraîner peut-être la société vers la théocratie. L'esprit militaire seul, tel qu'il est faussement compris, amènerait le règne de la force matérielle, tandis que l'éducation qui n'aurait pas pour bases les idées que l'on est convenu de nommer idées modernes, serait un recul vers le passé. Il n'y a donc pas trois remèdes, mais un seul. Les idées religieuses sont celles de Bossuet, l'esprit militaire est celui de Turenne et de Vauban, l'éducation celle de ces anciens collèges qui élevaient des Malesherbes. Ces trois choses unies font le remède.

M. Thiers a écrit dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire* : "Il y a toujours dans les maux publics un mal réel et un mal d'imagination, l'un contribuant à rendre l'autre insupportable. C'est beaucoup de faire cesser le mal d'imagination, car peu à peu l'autre le sentiment du mal réel, et on inspire à celui qui souffre la patience d'attendre la guérison, et surtout la disposition à s'y prêter."

Sans doute le mal réel est grand aux jours où nous vivons, mais le mal d'imagination est plus grand encore. On ne raconte que désespoirs. Les démissionnaires frappent sans cesse nos oreilles, et les prédictions les plus sinistres troublent les esprits.

Commençons par guérir le mal d'imagination. Que les hommes énergiques et éclairés emploient tous leurs efforts à inspirer confiance aux timides et à ceux dont la vue est bornée.

Ayons courage, faisons face au péril, considérons-le froidement, et nous resterons convaincus que le mal d'imagination l'emporte de beaucoup sur le mal réel.

Quant à celui-ci, nous le guérirons dès que nous le voudrons énergiquement.

Général AMBERT.

SPECTACLES, &c.

Théâtre de l'Opéra.

LA FLAMME DE NUIT.

Ballet-Pantomime en 3 actes et 6 tableaux, Divertissement, Décors, Costumes et Accessoires entièrement neufs.

MATINÉE A QUATRE HEURES.

LA JEUNESSE DES MOUSQUETAIRES.

Vendredi, 9—LA FILLE DE MME ANGOT.

Dimanche, 11—LA JEUNESSE DES MOUSQUETAIRES.

La Grande Loge sera mise à la disposition des Dames.

Le Drame en cinq actes et 6 tableaux, par Pierre Corneille. 1 mai

Académie de Musique.

Changement de Programme.

Jeudi soir, 8 Mai,

THE LEFTHERUTLL MARRIAGE,

Et la Troupe Burlesque de l'Académie,

THAT RASCAL THOMAS

DEMEURILLON.

Vendredi, 9 mai—Dernière de THE LEFFING.

Mlle Chalmers et Monsieur Joseph Jefferson.

"Toodles à la Cour" et "Victime de l'Intrigue."

Samedi et dimanche—Programme Burlesque et Extravagant. 1 mai

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 142 de la rue Chartres,

EST ouvert tous les jours pour les messieurs seulement, etc., vices secrets, maladies nerveuses, etc., vices secrets, maladies nerveuses, etc., vices secrets, maladies nerveuses